

# L'INTERNATIONALISATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE EN EGYPTE

Clara Caselli  
Università di Bergamo

---

## 1. Introduction

L'expansion de l'activité bancaire internationale est sans doute un des phénomènes les plus significatifs, qui caractérisent l'histoire économique récente. La croissance du commerce mondial et des mouvements de capitaux internationaux, le développement des euromarchés et la naissance de plusieurs centres financiers internationaux, plus ou moins articulés et évolués, sont le motifs que l'on rappelle plus souvent pour décrire le cadre dans lequel a eu lieu l'évolution de l'activité bancaire internationale dans les différentes formes et modalités d'organisation. Il s'agit d'un phénomène qui est encore loin d'être défini soit sur le plan théorique soit en termes statistiques et descriptifs. A l'intérieur de cette problématique, l'article suivant se propose un objectif bien limité, c'est à dire celui de comprendre, par rapport à un cas spécifique, quelles stratégies et quels modèles opératifs caractérisent l'expansion de l'activité bancaire internationale dans un pays en voie de développement et quels sont les effets sur les possibilités de développement du pays même.

Le cas égyptien est intéressant parce qu'il s'agit d'un pays qui pendant ces dernières années a fait des efforts énormes pour sortir de son retard historique, ayant recours à une stratégie d'ouverture aux investissements extérieurs et à l'installation d'unités de production étrangères en « joint venture » avec des capitaux locaux, soit dans le domaine de la production industrielle soit dans le secteur bancaire.

## 2. Un peu d'histoire

L'introduction et le développement des banques étrangères en Egypte dans leurs formes actuelles commencent avec la loi n° 43 de 1974, mais il est cependant intéressant de rappeler qu'avant les mesures dites « d'égyptianisation » de 1956, le pays avait connu une longue tradition de présence de capitaux et d'établissements de crédit étrangers, surtout français et anglais.

Les origines des banques étrangères en Egypte remontent à la deuxième moitié du siècle dernier. L'importance croissante de la production et de l'exportation du coton et l'ouverture du canal de Suez en 1869 favorisent d'abord l'afflux de capitaux étrangers et ensuite l'installation d'établissements bancaires dans le pays<sup>1</sup>. N'oublions pas que

---

<sup>1</sup> National Bank of Egypt, Seventy-Fifth Anniversary, 1898-1973.

la première banque instituée sur place est la National Bank of Egypt, fondée en 1898, sous l'égide et avec la participation financière de la Grande Bretagne.

Sur le plan opérationnel, les banques étrangères en Egypte accordaient essentiellement des crédits à l'agriculture, aux exportations de produits agricoles et à la construction d'habitations résidentielles, à des taux d'intérêt fort élevés<sup>2</sup> et s'adressaient surtout aux gros emprunteurs. Pour les petits emprunteurs il n'y avait aucune disponibilité de financement par défaut de garanties et parce que le développement d'un tel secteur aurait comporté trop de frais pour les banques étrangères. Aussi ne restait-il à ces derniers que le marché « non organisé » avec ses taux d'intérêt souvent usuraires<sup>3</sup>.

Par contre, les banques étrangères ne se consacraient qu'à des opérations répondant aux critères de prudence typiques de la pratique bancaire britannique, et l'exiguité de la demande de financements ayant ces caractéristiques était telle, que la gestion de ces banques se distinguait par une forte liquidité et par de considérables investissements en dehors du pays.

Vers la fin du siècle il y eut des difficultés financières, mais elles n'ont pas empêché au cours des années suivantes, la croissance des investissements étrangers et l'établissement de banques, françaises et anglaises pour la plupart, mais aussi d'autres pays, dont l'Italie. Le mode opérationnel n'en reste pas moins celui des « expatriated banks » : articulation territoriale limitée aux grosses agglomérations, financements aux agents économiques de grande taille, généralement à court terme et pour financer le commerce extérieur sur la présentation des dues garanties.

Pendant la deuxième guerre mondiale, les banques commerciales voient augmenter considérablement leurs actifs en devises et leurs placements en titres publics. C'est alors que s'amorce un processus qui va s'accélérer au cours des années suivantes et qui sera caractérisé par une importance croissante du secteur public dans la politique des investissements et même dans la formation de l'épargne, ce qui entraînera une modification du rôle des intermédiaires financiers<sup>4</sup>.

2 R.H. KHALIL, *A lesson from the Egyptian experience with foreign loans*, IDEP, Dakar, 1972, p. 5 et Suiv.

3 B. HANSEN - G.A. MARZOUK, *Development and Economic Policy in the UAR (Egypt)*, North Holland Publishing Company, Amsterdam, 1965, p. 211 et Suiv.

4 B. HANSEN - G.A. MARZOUK, *ouv. cit.*, p. 214.

Cette longue phase de présence de capitaux et d'établissements bancaires étrangers en Egypte prend fin dans la période 1956-1961: les changements d'orientation politique du pays et surtout les vicissitudes de la guerre de Suez et des interventions militaires anglo-françaises mènent au séquestre des activités françaises et anglaises et notamment de sept banques commerciales et de cinq compagnies d'assurance.

Cela donne au gouvernement égyptien le contrôle de 50% du marché dans le cas des banques et de 68% dans le cas des compagnies d'assurance<sup>5</sup>. Au début, il ne s'agissait que de confisquer les propriétés des pays ennemis, mais on passe bientôt à une orientation politique bien définie visant à nationaliser les principales « artères » de l'économie. Pour se faire une idée de l'extension du secteur étranger en Egypte au terme de cette première phase, il est intéressant d'examiner le tableau suivant qui contient les agrégats de bilan de fin décembre 1956 et qui montre l'importance relative des banques étrangères et la situation prééminente des établissements français et britanniques mis sous séquestre.

**Tableau 1**  
POSITION DES BANQUES COMMERCIALES AU 31/XII/1956  
(en millions de livres égyptiennes)

	Banques étrangères séquestrées	Autres banques	Total	Tranche de marché banques étrangères	
Caisse et dépôts avec NBE	13,6	11,8	21,4	46,8	54,3%
Escomptes et avances	50,7	25,1	82,2	158,0	48,0%
Capital et réserves	3,7	4,8	14,10	22,5	37,8
Investissements	8,1	2,0	18,6	28,7	35,2%
Dépôts	63,7	36,6	94,9	195,2	51,4%

(Source: Banking Structure and Sources of Finance in the Middle East, the Financial Times Publishing Co, London 1980).

### 3. La politique de la porte ouverte

La révolution nasserienne de 1952 avait essayé de transformer l'Egypte en pays socialiste arabe, avec une structure économique fort centralisée et planifiée. Dans ce cadre l'Egypte avait travaillé dans deux directions: d'un côté on interrompt toutes les

5. B. HANSEN - G.A. MARZOUK, *ouv. cit.*

liaisons avec l'Occident et on établit des rapports financiers avec les pays socialistes, de l'autre côté à l'intérieur du pays on adopta une politique de nationalisation assez étendue.

Cette expérience dura vingt ans à peu près pendant lesquels l'Egypte fut conduite au bord de la faillite économique, déterminée par l'incapacité de faire croître l'économie proportionnellement à l'augmentation de la population et par l'état de guerre avec Israël.

Le président Sadate qui remplaça Nasser en 1970, projeta un changement radical et le mit en oeuvre à partir de 1974, parallèlement au renforcement de son prestige dans le pays.

L'année 1974 est sans doute la plus importante dans l'histoire de l'Egypte moderne après 1952: c'est à partir de cette date que commence un changement profond de l'économie et de la société égyptienne.

La loi 43 en particulier ouvre la phase de la politique de la « porte ouverte »: les lois qui suivront ne sont que l'extension de cette nouvelle orientation à toute l'économie. La loi 43 concerne les investissements étrangers, mais on ne doit pas penser que la politique de la porte ouverte consiste simplement dans la libéralisation des mouvements de capitaux: il s'agit au contraire d'une façon de concevoir la politique économique et les stratégies de développement du pays. Les principes fondamentaux de cette politique sont les suivants:

- i) la décentralisation des décisions dans le secteur public
- ii) la promotion du secteur privé
- iii) l'encouragement de l'investissement étranger, à travers un système de garanties et de facilités
- iv) le renforcement des relations avec l'Occident et le monde arabe
- v) la planification économique et sociale.

En ce qui concerne la réglementation des investissements, la loi indique les secteurs et les priorités d'intervention et établit des privilèges et des garanties visant à encourager l'afflux de capitaux étrangers. On accorde notamment l'exemption d'impôts, de larges marges de liberté vis à vis du contrôle des changes, des procédures particulières pour la repatriement des bénéfices et des capitaux, des garanties contre les risques de nationalisation et d'expropriation, l'exemption des normes sur le travail. Les projets d'investissement se partagent en deux catégories selon qu'ils sont destinés à être effectués dans le pays ou dans les zones franches. Les premiers concernent essentiellement des productions pour le marché local, sans exclure les éventuel-

---

les possibilités d'exportation: dans ce cas les profits sont exempts d'impôts pendant cinq ans à partir du commencement de la production. Les seconds concernent les productions destinées à l'exportation et sont complètement exempts d'impôts et de restrictions de change. La loi institue également un organisme chargé de coordonner et de promouvoir les investissements étrangers: la General Authority for Investment and the Free Zones.

En ce qui concerne les banques, il est possible de constituer, dans le cadre de la loi 43, différents types d'établissements:

a) banques commerciales, d'investissement ou d'affaires, opérant aussi bien en livres égyptiennes qu'en devises convertibles, à condition qu'il y ait une participation locale d'au moins 51%. Comme nous allons le voir, toutes les banques commerciales sont constituées sous cette forme (et d'ailleurs il n'y en a pas d'autre possible) ainsi que deux des banques d'investissement (Société Générale de Banque et Arab Investment Bank).

b) banques d'investissement et d'affaires avec participation égyptienne non majoritaire, dont l'activité est donc bornée aux opérations en devises convertibles (financements et investissements de tous genres, y compris les investissements dans les zones franches), et au financement du commerce extérieur.

c) banques d'investissement ou d'affaires sans aucune participation locale, à condition que l'activité soit limitée aux opérations en devises convertibles et qu'il s'agisse de succursales d'établissements étrangers.

#### **4. L'intervention des capitaux étrangers dans le domaine bancaire**

Il est préférable de parler d'intervention de capitaux étrangers dans le domaine bancaire, plutôt que de présence de banques étrangères ou multinationales, pour éviter les difficultés de définition et pour étendre l'analyse à tous les établissements de crédit ayant une participation étrangère majoritaire ou minoritaire: en effet ce secteur est caractérisé par un comportement homogène qui en justifie une étude globale.

Cela dit, il est intéressant de passer à l'analyse des formes d'intervention des capitaux étrangers. Du point de vue juridique nous pouvons distinguer sept groupes fondamentaux: des banques commerciales constituées sous la forme de « joint venture » avec une participation majoritaire de capital égyptien, des banques d'investissement, toujours sous la forme de « joint venture », des succursales de banque étrangères

---



enregistrées comme banques d'investissement, des « free zone banks », des banques « offshore » non soumises à l'obligation de l'enregistrement et au contrôle des autorités monétaires égyptiennes, et enfin des bureaux de représentation qui n'exercent pas une activité bancaire directe (Tableau 2).

**Tableau 2**  
BANQUES ETRANGERES EN EGYPTÉ - SITUATION AU 31/12/1979

	Unités	Total de bilan (estimation) (millions de LE)
Banques comm. à majorité égyptienne	10	710
Banques d'investissement: joint ventures	7	368
Banques succursales	17	717
Banques « zone franche »	1	—
Banques « offshore »	2	1.740
Bureaux de représentation	34	—

(Source: Central Bank of Egypt; bilans)

En ce qui concerne la dimension, le secteur des banques « offshore » équivaut au groupe des banques créées sous la loi 43, tandis que parmi ces dernières prévalent les banques d'investissement et en particulier les succursales. Par rapport au système bancaire égyptien le secteur des banques sous la loi 43 est à peu près le 18,8% du total; on ne doit pas inclure évidemment les banques « offshore » parce qu'elles ne font partie du système qu'indirectement par l'entremise des banques de droit national et en outre leur activité s'exerce pour la plupart en dehors du pays.

Du point de vue de la nationalité, le capital étranger est minoritaire, soit dans le secteur des banques commerciales (39,9%) soit parmi les banques d'investissement « joint ventures » (49,3%). Pour les banques commerciales les participations étrangères viennent, pour moins de la moitié, du monde arabe (essentiellement Emirats et Arabie Saoudite), tandis que parmi les pays industrialisés, on note une bonne présence des Etats Unis qui interviennent également dans le secteur de l'Investment Banking à travers leurs succursales, et une présence significative de la France, de la Corée du Sud et, parmi les pays de l'est, de la Roumanie.

Dans le secteur des banques d'investissement on voit encore une fois que le plus gros volume des participations vient des pays islamiques (surtout d'Iran), tandis que parmi les pays industrialisés figurent la France et la Grande Bretagne. Complètement absents les Etats Unis qui, comme on l'a dit, agissent directement dans ce secteur à

travers leur succursales: il s'agit là d'une forme que beaucoup d'autres pays aussi semblent préférer.

Parmi les succursales la majorité appartient encore aux islamiques, suivis par les Etats Unis et quelques pays européens.

### 5. Les stratégies d'internationalisation des banques en Egypte

Dans une recherche sur le rôle des banques internationales dans les PVD qui est en cours de réalisation auprès du Centre de Développement de l'OCDE et à laquelle l'Auteur participe en ce qui concerne le cas de l'Egypte, on a identifié trois différentes stratégies d'internationalisation <sup>6</sup>:

- a) stratégie d'accompagnement
- b) stratégie de financement international
- c) stratégie de délocalisation des activités bancaires.

Par la première, qui est la stratégie la plus classique, les banques s'internationalisent pour suivre leur clientèle nationale, soit pour les besoins du commerce international soit pour ceux relatifs aux investissements. L'adoption de cette stratégie ne prévoit pas le recours au marché financier du pays hôte, mais simplement le développement des activités bancaires vis à vis de l'étranger. Par conséquent, l'installation dans le réseau bancaire local reste assez limitée: il s'agit plutôt d'un prolongement de l'activité qui est déjà développée dans le pays d'origine.

La deuxième stratégie a pour objectif la participation au marché financier international, réalisée à travers un réseau d'unités opératives installées dans les plus importants centres internationaux. Dans ce cas la banque reste complètement en dehors du pays hôte (c'est le cas par exemple des deux banques « offshore » que nous avons vues en Egypte).

La troisième stratégie, enfin, a comme objectif l'insertion sur le marché local tant en ce qui concerne les ressources que du point de vue des emplois: on veut fournir des services ayant un standard international.

Il est difficile de dire quelle est la stratégie qui est actuellement suivie par les banques étrangères en Egypte, particulièrement si l'on tient compte qu'il y a des interrelations marquées. Néanmoins, nous pouvons dire que pour la majorité des banques il s'agit

6 C.A. MICHALET, *Stratégies et structures des banques internationales*, OCDE - Centre de Développement, Paris, 1981.

encore de la première stratégie, d'une façon limitée de la deuxième (exception faite, pour les deux banques « offshore »), tandis que la troisième a une importance toujours croissante.

Pour se rendre mieux compte de cela il est intéressant d'analyser les principaux aspects de l'activité de ces banques.

De façon analytique, nous pouvons classer les motivations d'implantation des banques en deux groupes qui sont d'ailleurs interdépendants entre eux: d'un côté ces motivations remontent à des considérations de stratégie de la banque et du pays dont provient l'établissement, de l'autre, ces motivations concernent la situation égyptienne.

Si l'on se place du premier point de vue, une motivation fréquente, surtout pour les premières banques qui ont obtenu l'autorisation d'entrer sur le marché égyptien, vient du fait d'une présence antérieure aux mesures de nationalisation et ensuite interrompue, mais qui avait accumulé un patrimoine de connaissances de la situation et de la mentalité locale.

Une seconde motivation est celle, classique, de l'expansion internationale des banques, c'est à dire le désir de suivre la clientèle et d'être en mesure de fournir des services appropriés dans toutes les parties du monde; cette considération paraît être l'une des plus fréquentes chez les succursales. Souvent, en outre, il ne s'agit pas tant du désir d'accompagner leur clientèle d'origine, que celui de la précéder, en ouvrant le chemin aux investissements étrangers et au développement des relations commerciales entre les deux pays.

Jusqu'ici nous sommes évidemment à l'intérieur de la stratégie d'accompagnement, mais parfois dans le cas de gros établissements « foreign oriented » l'entrée sur le marché égyptien est avant tout une question de « présence » plutôt que d'« avantage », il s'agit simplement d'offrir à une clientèle sélectionnée, locale ou étrangère, les services typiques d'une banque internationale, selon des standards uniformes en tous lieux. Souvent, dans ce cas, la présence sur le marché égyptien fait partie d'une plus vaste stratégie à l'échelon du Moyen Orient, à laquelle correspond une structure organisationnelle appropriée (bureaux de coordination régionaux, par exemple). Cet objectif implique également la recherche d'une « qualité » d'intervention sur le marché local tendant à jouer un rôle de consultation pour les autorités, de prestation de services de type formatif par exemple ou d'apport de nouvelles techniques.

Le second point de vue, celui des motivations inhérentes à la situation socio-économique du pays, a plus d'importance dans le cadre d'une stratégie de délocalisa-



tion. Avant tout il faut signaler un aspect typique de l'Egypte, c'est à dire la naissance d'établissements ayant pour objectif de recueillir et de mobiliser l'épargne des travailleurs égyptiens à l'étrangers. L'Egypte est en effet un pays exportateur de travail: il s'agit de professionnels, d'enseignants, d'ingénieurs, d'architects, main-d'oeuvre spécialisée qui sort du pays de façon transitoire ou définitive, attirée par les écarts de rétribution, et qui se rend surtout dans les pays arabes et en particulier dans ceux du Golfe Persique.

D'autres motivations inhérentes à la situation égyptienne s'inspirent de l'avantage d'implanter des établissements de crédit dans le cadre des normes sur les investissements étrangers et sur le contrôle des changes et sur la base d'une évaluation d'ensemble des caractéristiques du pays. Chez les banques les plus actives et les moins liées à des considérations de rentabilité immédiate, c'est justement l'objectif de contribuer au développement économique du pays que représente une des motivations de base.

En conclusion, tout en nous gardant de schématiser à l'excès, ce qui risquerait de réduire la complexité de la situation, nous pourrions dire qu'il existe en Egypte trois modèles fondamentaux auxquels les banques fondées dans le cadre de la loi 43 semblent s'inspirer: les établissements à vocation internationale, les étrangers et les égyptiens. Les premiers introduisent dans le pays l'image et les services des grandes banques mondiales et recherchent sur le marché local une insertion très qualifiée et adhérente à ce type d'image: il s'agit aussi bien de « joint ventures » que de succursales et parfois de l'emploi coordonné des deux formes. Les seconds sont des banques qui entrent dans le pays pour servir leur clientèle nationale et qui pénètrent le marché local lentement et avec grande prudence, ce qui fait que beaucoup d'entre elles en demeurent longtemps éloignées: il s'agit généralement de succursales, souvent de banques appartenant à de petits pays qui ont cependant avec l'Egypte un courant d'échanges de quelque importance. Les banques à « vocation égyptienne », enfin, font surtout fonction d'intermédiaires pour les épargnes des travailleurs à l'étranger, ou, plus rarement, il s'agit d'établissement plus fortement impliqués dans les orientations de développement de l'économie égyptienne.

Du point de vue de l'activité, les principales caractéristiques du comportement des banques étrangères, peuvent être indiquées comme suit (Tableau 3):

a) les ressources sont en grande partie intérieures: surtout les dépôts et la récolte interbancaire, qui a vu croître son importance, tandis que les ressources venant de l'étranger sont assez limitées;

b) le pourcentage des moyens propres est très bas, dans le cadre d'une stratégie tendant à la minimisation du capital de propriété investi (exception faite de la période initiale);

**Tableau 3**  
SITUATION DES BANQUES SOUS LA LOI 43  
(au 31 décembre - en millions de LE)

	1975		1976		1977		1978		1979	
	Val.	%	Val.	%	Val.	%	Val.	%	Val.	%
	abs.		abs.		abs.		abs.		abs.	
<i>Actif</i>										
Caisse et liquidité	0,2	0,3	28	10,5	48	8,8	56	4,2	103	5,1
Banques: en Egypte	4,6	6,4	23	8,6	63	11,6	187	14,1	603	29,7
à l'étranger	57,1	79,9	156	58,4	285	52,4	662	49,9	515	25,4
Prêts et investissements	2,4	3,3	40	15,0	120	22,1	349	26,4	688	33,8
Autres	7,2	10,1	20	7,5	28	5,1	72	5,4	122	6,0
TOTAL	71,5	100,0	267	100,0	544	100,0	1326	100,0	2031	100,0
<i>Passif</i>										
Dépôts	16,4	22,9	115	43,1	278	51,1	698	52,6	1.092	53,8
Banques: en Egypte	8,0	11,2	39	14,6	76	14,0	261	19,7	509	25,1
à l'étranger	28,9	40,4	77,5	29,0	110	20,2	177	13,3	131	6,4
Capital et réserves	17,2	24,1	24,5	9,2	34	6,2	96	7,3	139	6,8
Autres	1,0	1,4	11	4,1	46	8,5	94	7,1	160	7,9
TOTAL	71,5	100,0	267	100,0	544	100,0	1326	100,0	2.031	100,0

(Source: Central Bank of Egypt)

c) les emplois concernant les prêts à l'intérieur sont au-dessous de la moyenne du système bancaire, même s'ils tendent à augmenter dans le cours du temps et en outre il s'agit essentiellement de prêts à court terme;

d) les emplois vis à vis de l'étranger demeurent encore très hauts, tout en fléchissant dans le temps: on ne doit pas oublier que les banques commerciales (les quatre banques publiques incluses) ont une position active tandis que le pays est demandeur de ressources;

e) les opérations de financement du commerce extérieur sont encore les activités privilégiées des banques étrangères, comme on peut le voir en analysant l'échéance des prêts et l'incidence des comptes d'ordre.

## 6. Le rôle des banques étrangères dans le développement économique égyptien

L'objectif principal que la politique de la porte ouverte se posait était celui d'attirer les investissements étrangers et d'accélérer par cette voie le taux d'accroissement de l'économie: après cinq à six années nous pouvons dire qu'il a été atteint dans ses grandes lignes et la plupart des déclarations officielles nous le confirme. Très différentes sont au contraire les opinions au sujet de la contribution donnée par le secteur bancaire, où les critiques prévalent largement.

Il faut se rappeler avant tout des espoirs liés à l'ouverture bancaire: on voulait en premier lieu remettre en fonction les liaisons de l'Egypte avec la communauté bancaire internationale et rendre plus facile et moins coûteux le financement extérieur du développement; deuxièmement on voulait améliorer l'efficacité du système bancaire national et la qualité des services rendus rétablissant la concurrence entre les banques.

Les critiques qui sont faites à propos de l'oeuvre des banques soulignent généralement que ces deux objectifs n'ont été atteints que partiellement et que l'activité des banques étrangères est basée sur le drainage de ressources et sur une contribution assez limitée au développement des investissements<sup>7</sup>.

Il nous semble très important de faire une évaluation plus approfondie et détaillée du rôle des banques étrangères par rapport aux deux objectifs cités.

Du premier point de vue, il est indubitable que grâce aux banques étrangères il a été possible de recréer des rapports avec les milieux bancaires internationaux. L'installation d'un secteur étranger étendu et articulé a fait augmenter le degré de confiance dans le pays et dans sa structure financière: il en est résulté que le financement du déficit de la balance des paiements est devenu plus facile, même si les banques étrangères n'y ont pas participé directement, comme cela est démontré par leur position active vis à vis de l'étranger. De ce dernier point de vue il est évident que l'utilité des banques étrangères a été plutôt limitée et qu'au contraire elles ont permis un drainage de ressources internes vers les marchés internationaux, sans faire une

<sup>7</sup> « Banking liberalisation in Egypt », in *National Bank of Egypt, Economic Bulletin*, 1978, n° 4.

A. SEDKI - M. SAID, « Les banques étrangères et le développement économique en Egypte à la lumière de la politique d'ouverture », in *Bulletin du Centre de Documentation d'études Juridiques, économiques et sociales*, n° 9, Le Caire, Juin 1979.

---

oeuvre de transformation de ressources extérieures destinées au développement des investissements. Même la transformation de l'épargne des travailleurs égyptiens à l'étranger qui a atteint des montants considérables est restée externe au pays, à cause de la différence qui existe entre les taux d'intérêt internationaux et les taux déterminés par les autorités égyptiennes.

En conclusion, les banques étrangères n'ont pas donné la contribution qu'on attendait pour faciliter l'afflux de ressources de l'extérieur, ni directement ni comme catalyseurs d'autres ressources, même s'il faut souligner que les attentes officielles étaient probablement peu réalistes.

En ce qui concerne le second groupe d'objectifs l'insertion de nouveaux établissements dans le système bancaire national a enrichi le choix des services et des structures opérationnelles: il suffit de rappeler l'introduction de la technique de la syndication des prêts, l'amélioration des techniques de financement en devises étrangères même au delà du court terme et en général des services concernant le commerce étranger, le développement de différentes formes de dépôts en devises; en outre on doit aux banques étrangères la naissance du marché interbancaire. Au niveau de l'amélioration de l'efficacité du système, le rétablissement de la concurrence a eu des effets positifs, tels que le développement de l'informatique bancaire et l'amélioration de la qualité du personnel. Il est vrai que l'introduction des banques étrangères a déterminé, dans une première phase, l'exode des meilleurs employés des banques publiques attirés par de plus hauts salaires et par des perspectives de travail plus intéressantes, mais par la suite, la situation a été rééquilibrée parce que les salaires ont augmenté dans le secteur national et l'organisation du travail a été améliorée.

La présence des banques étrangères reste toutefois insuffisante dans le secteur du financement des projets d'investissement: peu de ressources y sont destinées et les prêts sont concentrés dans certains secteurs et réservés à une clientèle fort sélectionnée.

En conclusion nous pouvons affirmer que le comportement des banques étrangères se caractérise par des aspects positifs et des aspects négatifs: le problème est donc de renforcer cette expérience et de comprendre pourquoi certains points ne sont pas fonctionnels.

Il y a avant tout des obstacles de type législatif-institutionnel; la loi 43 et la concrète exécution qui en a découlée ont favorisé une ouverture sans condition aucune. Comme il y avait l'exigence d'attirer des capitaux et des institutions étrangères on a pré-

---



féfé le faire sans poser trop de conditions; ce qui aurait diminué la confiance des investisseurs.

Le résultat est qu'il y a actuellement trop de banques en Egypte et sans aucune spécialisation fonctionnelle: par exemple il n'y a pas de différences dans la pratique entre les banques commerciales et les banques d'investissement. On pense que pour le futur cette ouverture sans condition devra être remplacée par une politique plus planifiée: on cherchera à convaincre les banques étrangères à s'engager dans la politique de développement du pays et on leur permettra de financer le secteur public jusqu'ici pratiquement réservé aux banques d'état.

D'autres obstacles à éliminer sont représentés par la politique des investissements; il est indubitable que les banques y aient si peu contribué du fait qu'il n'y avait que peu de projets à financer, ayant des caractéristiques fiables pour les banquiers. Il est vrai que c'est le travail spécifique du banquier que de trouver des affaires à financer, mais il est vrai aussi que les autorités locales doivent favoriser l'identification et la sélection des projets, donner les informations nécessaires, faire des études, éliminer les obstacles bureaucratiques, procéduraux et infrastructurels. Les banques aussi, par contre, devront intervenir dans ce domaine d'une façon accrue.

En dernier lieu un troisième groupe de problèmes reste à résoudre, en ce qui concerne les conditions de profit qu'il est nécessaire d'assurer aux banques, tout en leur demandant un plus grand engagement dans les orientations de développement de l'Egypte. En effet si l'on a pris la partie de la libre initiative on doit, pour être réaliste, consentir à la formation du profit, sans lequel cette libre initiative n'existe pas. Selon notre opinion la question fondamentale est celle de la politique des taux d'intérêts: il est évident que si leur niveau est maintenu bas artificiellement il sera impossible d'éviter le drainage des ressources, surtout s'il n'y a pas de contraintes relatives à la gestion des devises.

De ce point de vue, l'on pourrait, sur le plan théorique, augmenter les taux d'intérêt à l'intérieur, éliminant la différence avec les taux internationaux et renonçant à leur détermination administrative: à notre avis cette orientation libérale ne peut être réalisée dans un cadre économique qui reste fort administré et réglé, où les taux d'intérêt sont maintenus bas pour stimuler les investissements. La seule solution possible consiste alors dans l'introduction de coefficients obligatoires d'investissement « in loco » des ressources obtenues sur le marché égyptien, visant à obtenir un équilibre, qui est certainement difficile mais possible, avec l'exigence de ne pas décourager par cette mesure l'oeuvre des banques étrangères et tout en leur assurant des marges de profit.

---

C'est là justement le point fondamental de la politique économique égyptienne: trouver le juste équilibre dans la dialectique entre l'exigence de maintenir le climat de confiance qui est le secret du succès de la politique de la porte ouverte et celle de pousser avec une plus grande décision les mécanismes de développement du pays.

## THE INTERNATIONALIZATION OF BANKING IN EGYPT

### SUMMARY

*The remarkable development of banking on an international level is no doubt one of the major features of the world recent economic history. This article analyses the strategies and models of foreign bank operation in developing countries with special reference to the case of Egypt over the period 1975-1979, i.e., the years immediately following the adoption of the opendoor policy which opened the country to foreign investment and the settlement of foreign productive units.*

*After law 43 was passed in 1974, several foreign banks have settled in the country: joint ventures with majority Egyptian or foreign shareholding, or branches, commercial banks, investment banks or free-zone banks, dealing in either foreign or Egyptian currency. By and large, they represent 18.8 per cent of the Egyptian banking system.*

*As far as strategies are concerned, partly it is still a strategy based on the bank accompanying their national clients, but it is also increasingly a de-location strategy whereby the bank is interested in being present on the local market at an international level. It is still debated whether the presence of foreign banks has favoured the entrance of Egypt in the international banking market and improved the efficiency of the national banking system: there are positive and negative indications. No doubt the contribution of this sector of banking to the development of local financing has been poorer than expected, although the obstacles and difficulties deriving from the local legislative and institutional framework, investment policy, monetary policy, etc. should not be underrated.*

*The major problem, therefore, lies in overcoming all these obstacles in the framework of a better planned development policy, although maintaining a climate of widespread confidence which was one of the major reasons of the open-door policy success.*

---